



SOMMAIRE

Conditions vertes :

Principes et conditions pour une relance économique verte au Canada après la pandémie de la COVID-19

Vanessa Corkal, Philip Gass, et Aaron Cosbey

Nous nous trouvons à une croisée des chemins historique d'un genre que nous n'avons encore jamais vu, et qui ne se représentera probablement pas. La crise sanitaire mondiale, aussi terrible soit-elle, nous a obligés à envisager une reprise d'une ampleur qui transformera notre économie et notre société et qui aura une incidence durable sur notre capacité à faire face à une autre crise très grave : les changements climatiques. La possibilité s'offre à nous de faire correspondre nos efforts de reconstruction de l'après-pandémie avec le défi d'atteindre les objectifs climatiques du Canada.

Cela n'aura lieu que si l'effort est délibéré. C'est-à-dire que nous devons imposer des normes et des conditions aux renflouements, aux mesures de reprise économique et aux dépenses de reprise pour veiller à ce qu'ils correspondent aux résultats ambitieux en matière de changements climatiques dont la population canadienne a besoin et auxquels elle s'attend.

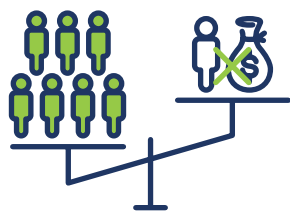
Les arguments en faveur de telles conditions sont simples. En égard à l'ampleur des dépenses en question, le gouvernement a le droit et le devoir d'orienter activement les résultats. En outre, il est avéré qu'une « relance verte » crée des emplois et suscite la croissance économique ; deux éléments qui contribuent à une économie sobre en carbone dans laquelle les travailleurs et les communautés peuvent prospérer. Veiller à mettre en œuvre une « relance verte » remporte un solide appui auprès du public. Un récent [sondage Abacus Data](#) réalisé au Canada révèle que la majorité des répondants convient que la réponse du gouvernement face à la crise de la pandémie de COVID-19 ne doit pas s'écarter de ses efforts en matière de changements climatiques. D'ailleurs, les efforts de relance *doivent* être respectueux de l'environnement si nous voulons trouver une solution aux crises des changements climatiques et de la biodiversité, et traiter la question des liens entre la santé de la planète et la santé humaine.

Le succès de la mise en œuvre d'une « relance verte » repose sur l'existence de lignes directrices claires. **Les sept « conditions vertes » suivantes devraient accompagner les mesures de relance liées à la pandémie de la COVID-19 annoncées par le gouvernement du Canada.** Les « conditions vertes » sont les principes, critères et conditions clés qu'il est essentiel d'appliquer à notre relance économique et à nos efforts de reprise.



1. Le soutien financier accordé au secteur industriel doit inclure des conditions pour une transition vers le zéro émission.

Il est fondamental que le soutien corresponde à l'objectif du zéro émission nette en matière de GES d'ici 2050, et nous empêche de nous engager irrémédiablement sur des voies qui ne sont pas durables.



2. Des conditions financières strictes doivent être appliquées pour accroître la stabilité financière, sécuriser les emplois et encourager la transition vers une économie sobre en carbone.

Cela inclut des mesures telles que l'obligation de divulguer les risques climatiques et interdire les rachats et les versements de dividendes aux actionnaires.



3. Axer la relance sur les travailleurs et veiller à ce qu'elle accélère et permette une transition équitable.

Avec le nombre considérable de mises à pied causées par la pandémie de COVID-19, lier le soutien aux conditions des travailleurs devrait être une priorité. Nous devons également veiller à ce que la transition soit équitable pour les personnes obligées de quitter les secteurs à fortes émissions de carbone.



4. Soutenir l'évolution et la création des secteurs et des infrastructures de demain.

Le soutien gouvernemental devrait viser en priorité les secteurs sobres en carbone tout en cherchant à apporter des avantages sociaux et économiques tangibles aux communautés.



5. Protéger, respecter et renforcer la réglementation environnementale et les cadres de politiques climatiques pendant la relance.

Le Canada ne doit pas rebrousser chemin concernant ses engagements environnementaux et doit plutôt se doter de politiques qui le mettent sur la bonne voie.



6. La transparence et la responsabilisation doivent être assurées.

Le public devrait pouvoir accéder aux détails des dépenses fédérales et les conditions accompagnant les fonds fournis devraient avoir une force exécutoire.



7. Le soutien doit contribuer à augmenter l'équité et le bien-être sans laisser personne derrière.

Pour véritablement mieux reconstruire, nous devons aplanir les inégalités au sein de notre société.

Le Canada a une occasion inédite de modifier sa trajectoire et d'opérer un virage vers une économie sobre en carbone qui profite aux communautés à long terme et de manière significative. **C'est le moment d'agir ensemble à l'échelle mondiale pour bâtir un avenir meilleur.** Nous pouvons et nous devons profiter de l'occasion actuelle de passer à une économie durable et équitable au moyen d'une approche résolue et basée sur des principes. Les enjeux sont élevés.

